

constitution des États-Unis; on peut remarquer en effet qu'elle ne fait pas de la puissance législative, l'attribution générale, commune à la chambre des représentants et au sénat. La chambre des représentants seule compose le congrès, et possède quelques-unes des attributions conférées d'ordinaire à la royauté ou à la présidence; le sénat, placé en dehors du pouvoir législatif et exécutif, tient au premier par un droit de *veto*, et au second par un droit d'inspection et une faculté consultative assez étendus. Le pouvoir exécutif perd ainsi d'un côté ce que la représentation nationale, c'est-à-dire, le principe populaire, gagne de l'autre. Nous n'avons pas besoin d'un examen plus approfondi pour montrer que cette constitution est beaucoup plus démocratique que celles des États-Unis et de la république mexicaine. Il est fâcheux que les citoyens de l'Amérique centrale aient cru devoir adopter ce que ces deux constitutions ont de plus mauvais, c'est-à-dire le gouvernement fédératif. C'est l'unité qui fait la principale force des États, et le Guatemala a déjà eu à se repentir de ne s'être pas assujéti au joug bienfaisant d'une centralisation vigoureuse et sagement réglée.

Un des premiers soins des chefs de la nouvelle république fut d'aviser à répandre l'instruction parmi les classes ignorantes. Les autorités locales furent invitées à dresser la liste des écoles existantes dans chaque province, et à formuler leur avis sur les moyens d'augmenter le nombre de ces établissements. Dès 1826, on comptait, dans la seule ville de Guatemala, dix écoles, dans lesquelles on apprenait à lire et à écrire, et qui étaient suivies par sept cents élèves. On introduisit bientôt l'enseignement mutuel, et ce système ne tarda pas à produire les plus heureux résultats. Une commission fut chargée de traduire les rapports de Fourcroy, de Condorcet et de Talleyrand sur l'instruction publique. Des chaires de mathématiques, d'architecture et de botanique, furent instituées au sein de

l'université. On donna surtout des soins particuliers à toutes les branches de connaissances qui constituent la science de l'agriculture, afin de mettre les citoyens en état de tirer du sol si fertile du Guatemala toutes les richesses qu'il peut produire. Sur ce point, le succès fut complet : la face du pays fut bientôt entièrement changée; les procédés agricoles, appliqués avec intelligence, couvrirent de moissons et de plantations magnifiques des terrains restés jusque-là sans culture. Les ressources de la république augmentèrent en proportion. Des articles d'exportation, longtemps sans valeur, tels que le cacao, l'indigo et la cochenille, acquirent une importance réelle et procurèrent au trésor public d'abondantes recettes. En peu d'années, le chiffre des transactions commerciales révéla un accroissement de prospérité que les optimistes même auraient à peine osé espérer. Malheureusement, il survint une crise financière due à la suppression prématurée de plusieurs taxes importantes; néanmoins on put se passer du prêt de sept millions de dollars, qu'une maison anglaise avait soumissionné, et la république se tira d'affaire sans le secours d'aucune bourse étrangère.

La sollicitude du gouvernement fut également éveillée par l'état déplorable des routes et des canaux. Quiconque a voyagé en Espagne sait que les autorités de ce pays ont pris peu de soin d'y faciliter les communications; on ne doit donc pas s'étonner que la mère patrie ait, sous ce rapport, complètement négligé ses colonies. Par suite de cette coupable incurie, le Guatemala a eu tout à faire en matière de canaux et de chemins. La route principale et la plus fréquentée est celle qui conduit d'Omoo à la capitale. Or, la chambre de commerce, dans un de ses rapports, déclara que, la plupart du temps, les marchandises qui arrivaient d'Europe à Omoo, ne pouvaient être transportées au siège du gouvernement en moins de huit mois, quoique la distance soit à peine de 36 myriamètres. Ce fait suffisait, à lui seul,

pour déterminer le gouvernement à exécuter ce que la métropole avait dédaigné de faire. Entre autres travaux de communication, il faut citer en première ligne le gigantesque projet de la jonction des deux océans, projet dont nous avons parlé en détail dans le tableau géographique du Guatemala.

L'armée de la république est restée longtemps dans un état de déclin et de faiblesse qui n'eût pas été sans danger pour le pays, dans le cas d'une agression de la part d'un de ses voisins; mais de tristes nécessités ont favorisé, pendant ces dernières années, l'accroissement et l'amélioration des ressources militaires de la confédération. La guerre civile a fait naître une armée, et même plusieurs armées intrépides. C'est ici le lieu de rappeler la judicieuse observation de Montequieu, qui dit que les luttes intestines enfantent parfois, pour les pays qui en sont le théâtre, des bienfaits que la paix ne leur eût pas procurés.

Nous venons de parler de guerre civile; l'Amérique centrale, en effet, n'en a pas été plus exempte que les États-Unis mexicains. Nous entrerons, à ce sujet, dans quelques détails, afin de donner une idée de l'anarchie et de la confusion que les passions révolutionnaires et des ambitions effrénées ont produites dans l'Amérique centrale.

HISTORIQUE DE LA GUERRE CIVILE.

A peine le Guatemala était-il indépendant, que l'esprit de parti s'éveilla et sema des ferments de discorde dans le pays. Les citoyens se divisèrent en *aristocrates* et *démocrates*. Les premiers furent aussi indifféremment nommés *centralistes* et *serviles*; les seconds reçurent la dénomination de *fédéralistes* ou *libéraux*. Pour ne pas accumuler les désignations, nous appellerons les aristocrates *centralistes* et les démocrates *libéraux*.

Les centralistes, comme le parti fédéraliste des États-Unis, voulaient consolider et centraliser les pouvoirs

du gouvernement général; les libéraux demandaient la souveraineté des États. Il est évident qu'en principe, et au point de vue de la saine politique, la raison était du côté des centralistes; mais malheureusement leurs doctrines unitaires se mêlaient à des idées rétrogrades qui devaient nécessairement les rendre odieux aux esprits progressifs. Cette faction était en grande partie composée de familles puissantes qui, gratifiées sous la domination espagnole de privilèges et de monopoles exorbitants, avaient pris peu à peu le ton et les allures de la noblesse. Ces enfants gâtés de l'ancien gouvernement trouvaient un appui oppressé dans le fanatisme des prêtres et dans les sentiments religieux des masses populaires. Le parti libéral s'était recruté d'hommes intelligents et énergiques, qui s'empressèrent de secouer le joug de l'Église romaine, et proclamèrent la nécessité d'arracher le peuple au fléau de la superstition. Les centralistes prétendaient conserver les usages du système colonial, et s'opposaient à toute innovation comme à toute attaque directe ou indirecte contre les privilèges de l'Église. Les libéraux, pleins d'ardeur et formant mille projets de rénovation, auraient voulu changer brusquement les habitudes et les sentiments des masses; suivant eux, il fallait que chaque jour amenât la destruction d'un abus et la condamnation d'une théorie mensongère. Les centralistes ne savaient pas que la civilisation est une divinité jalouse qui n'admet point de partage et ne peut rester stationnaire; les libéraux oublièrent, de leur côté, qu'elle doit toujours être en harmonie avec l'intelligence des nations, leurs coutumes, leurs traditions et leurs lois. Les démocrates citaient avec envie l'exemple des États-Unis et de leurs institutions libres; les centralistes disaient qu'il était insensé de vouloir appliquer les formes politiques de l'Union américaine à un pays dont la population ignorante et hétérogène était disséminée sur un territoire immense, sans facilités de communication.

A la troisième session du congrès, les partis en vinrent à une rupture ouverte; les députés de San Salvador, la province la plus libérale de la confédération, se retirèrent avec éclat.

Florès, vice-président de l'État de Guatemala, et membre du parti libéral, s'était rendu odieux aux prêtres et aux moines en frappant d'une contribution le couvent de Quezaltenango. Durant un voyage qu'il fit dans cette ville, les moines excitèrent le populace contre lui, et le signalèrent comme ennemi de la religion. Une foule ardente se réunit devant sa maison, criant : « Mort à l'hérétique ! » Florès s'enfuit vers l'église; mais au moment où il allait en franchir le seuil, des femmes exaspérées le saisirent, le frappèrent violemment, et le traînèrent par les cheveux. Échappé miraculeusement des mains de ces furies, le malheureux courut se cacher dans la chaire. Alors on sonne la cloche d'alarme, et tous les mauvais sujets de la ville font irruption sur la place. Quelques soldats essayent d'interdire l'entrée de l'église, mais, assaillis à coups de pierres et de bâton, ils sont obligés de battre en retraite. La multitude se précipite dans le temple divin, et fait retentir la nef de ce cri féroce : « Mort à l'hérétique ! » Elle court vers la chaire où s'était réfugié le pauvre martyr; les uns cherchent à la renverser, d'autres à l'escalader; quelques-uns frappent le malheureux Florès de la pointe de leurs couteaux, fixés au bout de longues perches. Un jeune homme, plus hardi que ses compagnons, mettant un pied sur les moulures de la chaire, et, s'exhausant par ce moyen jusqu'à la corniche, parvient à saisir la victime par les cheveux. Le curé, effrayé de l'orage populaire que lui-même avait excité, montre solennellement l'image du Sauveur, et conjure les assaillants d'épargner l'hérétique, s'engageant à lui faire quitter immédiatement la ville. Florès tombe à genoux et ratifie cette promesse; mais les moines raniment l'ardeur de la populace, qui, dans un accès de frénésie religieuse, se pros-

terne devant la sainte image pour lui offrir en holocauste le sang de l'infortuné que poursuit sa vengeance. Aussitôt Florès est arraché de la chaire et traîné dans le couvent; là, les furies qui l'avaient déjà si cruellement maltraité se jettent sur lui et le font expirer sous leurs coups. Son corps fut lacéré, défiguré et livré aux insultes de la populace qui parcourait les rues en demandant, la tête des libéraux et en criant : « Vive la religion, meurent les hérétiques du congrès ! » Il n'en fallut pas davantage pour rendre aux centralistes leur ancienne audace; le fanatisme releva la tête, le parti rétrograde prit le dessus, et les libéraux furent écrasés dans tout l'État de Guatemala.

La province de San-Salvador, connue, dès l'origine des troubles, pour ses principes démocratiques, résolut de venger les patriotes de Guatemala. Le 6 mars 1827, l'armée libérale parut devant les portes de la capitale, et la menaça d'une destruction complète. Mais le fanatisme religieux était trop puissant pour pouvoir être si facilement terrassé. Les prêtres coururent par les rues en exhortant le peuple à prendre les armes; les moines rassemblèrent des bandes formidables de femmes qui, le couteau à la main, jurèrent que tout ennemi de leur religion périrait de leur main. L'armée de San-Salvador fut battue et mise en fuite.

La province de Nicaragua n'était pas plus tranquille que le reste de la confédération. Presque immédiatement après la déclaration d'indépendance et la formation des deux grands partis, cet État devint le théâtre d'une lutte effroyable. Le peuple avait, dans un moment d'erreur déplorable, élu un gouverneur centraliste et un vice-gouverneur libéral. Cette scission dans l'administration amena un conflit sanglant entre les citoyens. Les scènes les plus horribles eurent lieu dans toutes les villes, et surtout dans le chef-lieu. Le terrain fut disputé pied à pied, pouce par pouce, par les deux factions. Enfin, la guerre se concentra dans la capitale. On se battit avec

acharnement; les rues furent barricadées, et, pendant trois mois entiers, personne ne put s'aventurer dans les quartiers ennemis sans risquer d'être immédiatement mis à mort. Les libéraux finirent par l'emporter; le chef centraliste fut tué, ses soldats massacrés, et, dans la frénésie qui suivit le triomphe, la partie de la ville occupée par les aristocrates fut brûlée et rasée jusqu'au niveau du sol.

Mêmes scènes de désolation et d'horreur à Léon, à Taguzgalpa et dans d'autres localités. Les passions populaires étaient déchaînées, et le caractère à moitié barbare des habitants du Guatemala se développa dans toute sa sauvage énergie.

Les partis se firent, pendant deux ans, une guerre obstinée. En 1829, les troupes de San-Salvador, sous le commandement du général Morazan, devenu le chef des libéraux, marchèrent de nouveau contre Guatemala, et après trois jours de combat, entrèrent triomphalement dans cette capitale. Tous les meneurs de la faction centraliste furent exilés ou prirent la fuite; les couvents furent ouverts et saccagés; on abolit les ordres monastiques; les moines, embarqués sur les vaisseaux disponibles, furent conduits hors du territoire de la république, et l'archevêque, prévenant la sentence d'exil qui le menaçait, ou craignant peut-être un sort plus funeste, alla chercher un asile dans un pays voisin.

En 1831, le général Morazan fut nommé président de la république. A l'expiration de ses fonctions, il fut réélu, et, pendant huit ans, le parti libéral conserva un ascendant incontesté. Toutefois, vers la fin de cette période, de graves mécontentements, occasionnés par l'énormité des impôts et d'imprudentes exactions; éclatèrent au sein de la république. Les centralistes et le clergé s'agitaient ouvertement. Les vaincus, exilés aux États-Unis, au Mexique et sur la frontière, n'avaient cessé d'entretenir de coupables relations avec l'intérieur, et, par leurs intrigues, poussaient les mécontents à l'insurrection. Quelques-uns, n'ayant

pu trouver au dehors des moyens d'existence, se hasardèrent à rentrer dans le pays, et, comme on ne les avait pas inquiétés, ils furent bientôt suivis par d'autres proscrits. Ce fut à cette époque que parut sur le théâtre de la guerre civile Carrera, devenu si fameux dans l'Amérique centrale par son élévation rapide. Nous nous arrêterons quelques instants sur ce chef de parti, dont la vie mérite d'être racontée, et dont la destinée se lie d'ailleurs étroitement à celle du pays qui nous occupe.

Carrera est mulâtre, mais chez lui le sang indigène domine à tel point, qu'un écrivain américain n'hésite pas à le dire Indien. En 1829, il était tambour dans le régiment du colonel Aycinena, fougueux centraliste. Quand le parti libéral prit le dessus, et que le général Morazan entra dans Guatemala, il brisa son tambour, et se retira dans le village de Matasquintla. Là, il se fit gardeur de porceaux, et exerça ce triste métier pendant plusieurs années, sans doute aussi exempt de rêves de fortune que l'étaient les animaux immondes confiés à ses soins. Les excès des partis politiques, les exactions du gouvernement, la confiscation des biens du clergé, de dangereuses innovations parmi lesquelles on cite l'adoption du code Livingston, qui établissait le jugement par jury, et faisait du mariage un simple contrat civil, excitèrent, comme nous l'avons dit, un vif mécontentement dans le pays. Le changement introduit dans l'institution du mariage heurtait particulièrement les idées et les intérêts du clergé, qui exerçait une influence illimitée sur l'esprit des Indiens. En 1837, le choléra, qui, dans sa marche désastreuse à travers le monde, avait jusqu'alors épargné cette partie du continent américain, fit invasion dans la république de Guatemala, et devint la cause immédiate de graves désordres politiques. Les prêtres persuadèrent aux Indiens que les étrangers avaient empoisonné l'eau des sources et des rivières. Galvez, chef de l'État, s'empressa d'envoyer dans

les villages environnants des médicaments qui, administrés mal à propos, amenèrent dans la plupart des cas, des résultats funestes. Les prêtres, à l'affût de tout ce qui pouvait nuire au parti libéral, exploitèrent avec une criminelle perfidie ces accidents malheureux, et firent croire aux indigènes que le gouvernement lui-même cherchait à détruire leur race par le poison. Les habitants des campagnes manifestèrent par tout le pays la plus vive irritation. A Matasquintla, le peuple, obéissant à la voix de Carrera, courut aux armes, en proférant ce cri lugubre : « Vive la religion, et mort aux étrangers ! » On débuta par l'assassinat des juges nommés sous l'empire du code Livingston. Le président Galvez envoya aussitôt dans le village une commission chargée d'entendre les doléances des habitants; mais, pendant que les députés s'entretenaient avec les insurgés, eux et le détachement de cavalerie qui devait les protéger furent tout à coup cernés et égorgés. Bientôt le nombre des mécontents s'accrut dans une proportion inquiétante; alors Galvez fit marcher contre eux six cents hommes de troupes qui les dispersèrent, incendièrent leurs villages et saccagèrent leurs propriétés. Dans la mêlée, une bande de forcenés fit subir le dernier outrage à la femme de Carrera. Enflammé de fureur à la nouvelle de cet affront, Carrera se joignit à d'autres chefs d'insurgés, et jura de ne pas déposer les armes tant qu'un seul officier de Morazan foulerait le sol de la province. A la tête de quelques bandits sanguinaires, il battit le pays, tuant les juges et les agents militaires du gouvernement, se réfugiant dans les montagnes quand il était poursuivi, demandant des vivres pour ses gens dans les fermes qui se trouvaient sur son passage, et n'épargnant que ceux qui lui prêtaient assistance.

A cette époque, Carrera ne savait ni lire ni écrire; mais, sur l'invitation de quelques prêtres, entre autres d'un certain père Lobo, scélérat fiéffé, il publia une proclamation signée de son

nom, dans laquelle, renouvelant l'absurde et odieuse accusation d'empoisonnement, il demandait la mort de tous les étrangers, à l'exception des Espagnols, l'abolition du code Livingston, le rappel de l'archevêque et des moines, l'expulsion des hérétiques, enfin le rétablissement des privilèges du clergé et des anciens usages. Bientôt Carrera eut dans tout le pays la réputation d'un héros de grands chemins et d'un meurtrier. Les routes, dans les environs de Guatemala, étaient infestées de brigands sous ses ordres; toutes les communications étaient interrompues; les négociants étaient consternés par suite de la nouvelle qu'ils avaient reçue du pillage des marchandises envoyées à la foire d'Esquipoula. Enfin on apprit avec terreur que Carrera était devenu assez fort pour oser attaquer des villages et même des villes.

Il faut se rappeler que tout ceci se passait dans l'État de Guatemala, et que le parti libéral avait encore la prédominance. Une scission fatale dans les rangs de ce parti favorisa puissamment les projets des centralistes. Barundia, un de ses chefs les plus influents, contrarié de n'avoir pu faire nommer un de ses parents à un emploi d'une assez haute importance, donna sa démission avec bruit, et partit dans la chambre des représentants à la tête de l'opposition. Cet événement, coïncidant avec l'élévation de Carrera, donna des espérances aux mécontents. Les citoyens de l'Antigua (l'ancienne Guatemala) demandèrent, par voie de pétition, une amnistie pour tous délits ou crimes politiques, le retour des exilés et le redressement d'autres griefs. Une députation, prise dans le sein de la chambre des représentants, tenta vainement de ramener les habitants de l'Antigua à d'autres sentiments; les pétitionnaires ne voulurent rien entendre, et menacèrent de marcher contre Guatemala.

Une vive alarme régna dans la capitale pendant la journée du 20 février 1838 et jusqu'au mercredi suivant. Mais, au moment où l'on s'at-

tendait à être attaqué, le marquis d'Aycinena, chef des centralistes, réussit à obtenir des libéraux la promesse signée d'une amnistie générale, promesse qui produisit une vive satisfaction parmi les dissidents, et rendit quelque tranquillité à la ville.

Le calme ne fut pas de longue durée: le jour même où l'on avait appris la retraite des insurgés de l'Antigua, les troupes du gouvernement fédéral, qui constituaient la seule force armée sur laquelle l'autorité pût s'appuyer, se révoltèrent brusquement, et vinrent, baïonnette en avant et mèche allumée, prendre position sur la place publique. Persuadés que la convention dont nous venons de parler stipulait la destitution de Galvez et la nomination d'une créature de Barundia au commandement de l'armée, les soldats disaient à haute voix qu'ils ne voulaient pas de ce changement. Une proclamation, rédigée par un sergent nommé Mérino, demandait que le général Morazan rentrât aussitôt en ville, et que Galvez fût maintenu au pouvoir jusqu'au retour du président. On satisfait à ces exigences, et l'on expédia un message à Morazan pour l'engager à revenir immédiatement. En même temps, on envoya à Antigua des députés chargés d'expliquer aux citoyens de cette ville le motif de la rupture de la convention; les envoyés perdirent leur temps et leurs paroles: la nuit suivante, la cloche d'alarme annonça aux habitants de Guatemala l'approche d'un corps de huit cents hommes qui venait attaquer la place.

A cinq heures et demie, Galvez réunissait les troupes du gouvernement, et, accompagné du colonel Prem, marcha à la rencontre des insurgés; mais, avant qu'il eût franchi les portes de la ville, il voit ses propres soldats se tourner contre lui. « Vive le général Mérino, criait-on autour de lui, et meure le chef de l'État qui nous a vendus! feu sur le traître! » A peine ce cri séditieux avait-il retenti aux oreilles de Galvez, que l'état-major essaya une décharge générale de l'infan-

terie. Une balle traversa le chapeau du colonel Prem; Galvez fut jeté à bas de son cheval; mais il put s'échapper, et alla se réfugier derrière l'autel de l'église de la Concepcion. Yañez, commandant de la cavalerie, dispersa bientôt les rebelles, en laissant une quinzaine de morts sur le pavé. Quant à Mérino, à la tête d'environ cent vingt hommes, il s'empara de la pièce d'artillerie qui accompagnait le bataillon, et vint se poster sur la place de Guadalupe. La nuit se passa en alarmes continuelles; le lendemain, le sergent Mérino fut pris, jeté en prison et fusillé.

Le dimanche matin, le bruit du tocsin se fit encore entendre; les insurgés d'Antigua étaient aux portes de la ville, et tout annonçait une prochaine collision. Après d'inutiles pourparlers entre les rebelles et les soldats de la garnison, le commandant Yañez attaqua les gens de l'Antigua, et les repoussa avec perte. Mais le mercredi, Carrera se joignit aux mécontents. Pendant plusieurs jours, il avait envoyé des émissaires dans les villages voisins, et les Indiens, séduits par la perspective du pillage, s'étaient rangés avec empressement sous sa bannière réprouvée. Le jeudi matin, le chef de ces bandits se présenta aux portes de la capitale à la tête d'une multitude de sauvages à demi nus, de femmes et d'enfants, le tout estimé à plus de dix mille individus. Les Antiguanos regrettèrent alors leur imprudente levée de boucliers, car ils comprirent qu'elle ne profiterait qu'aux ennemis de la cause libérale. Carrera exigeait la destitution de Galvez, l'évacuation de la place par les troupes fédérales, et sa libre entrée dans la ville. Si les citoyens s'étaient spontanément levés pour repousser l'ennemi, nul doute qu'ils n'eussent dispersé ce rassemblement de malheureux sans discipline et presque sans armes. Mais la terreur glaça leur courage, et Carrera obtint tout ce qu'il désirait.

Les assiégeants entrèrent alors dans la ville. Aucune description ne peut donner une idée de la scène à la fois

bizarre et effrayante que présenta la ville de Guatemala. Une masse énorme de barbares fit irruption dans les rues et sur les places publiques; leurs coiffures, surmontées de rameaux verdoyants, offraient de loin l'aspect d'une forêt mouvante; ils étaient armés de fusils rouillés, de vieux pistolets, de mauvaises arquebuses, dont quelques-unes dépourvues de platines, de bâtons taillés en forme de mousquet et garnis de batteries en plomb; de massues, de *machetes*, de couteaux fixés au bout de longues perches. Au milieu de cette multitude, on apercevait deux ou trois mille femmes munies de sacs et de paniers destinés à emporter le butin espéré. Un grand nombre de ces malheureux, qui jusque-là n'avaient jamais quitté leur village, restaient stupéfaits à la vue des églises et des autres édifices de la capitale. Quant à Carrera, leur digne chef, on le distinguait sur un cheval de haute encolure, coiffé d'un chapeau couvert de branchages, et vêtu de morceaux d'étoffe de coton dégouttants de saleté, et grotesquement bigarrés de portraits de saints. Auprès de lui s'avavançait le traître Barundia, le chef de l'opposition, le Catilina de cette révolte fatale. Cette foule furieuse envahit bientôt la place en criant : « Vive la religion, mort aux étrangers ! » Au coucher du soleil, la ville retentit d'un chant formidable qui répandit la terreur parmi les habitants. C'était une hymne à la Vierge entonnée par dix mille poitrines vigoureuses. Carrera entra dans la cathédrale; les Indiens, muets d'étonnement à l'aspect de la magnificence du temple divin, se pressèrent autour de lui, et suspendirent le long de l'autel les grossières images de leurs saints. Monreal, un des plus infâmes acolytes de Carrera, pénétra dans la maison du colonel Prem, s'empara d'un uniforme couvert de riches broderies en or, et s'empressa de l'offrir à son patron. Carrera s'en revêtit aussitôt, tout en gardant sur sa tête son chapeau de paille, orné de feuillages, et ne se doutant pas qu'il offrait en ce moment la caricature la

plus burlesque qu'on puisse imaginer. On raconte que quelqu'un lui présenta une montre, et que l'honorable chef de bandits ne sut pas s'en servir. Depuis l'invasion de Rome par les Vandales, aucune ville civilisée ne fut visitée par une telle multitude de barbares.

Comme il arrive presque toujours en pareille circonstance, le vainqueur, quelque abject et ignoble qu'il fût, trouva des complimenteurs officiels dans la ville soumise à son bon plaisir. Les autorités vinrent déposer leurs hommages à ses pieds, et lui demander ses conditions. Outre la destitution de Galvez, il exigea tout l'argent et toutes les armes que le gouvernement pourrait se procurer. Les officiers municipaux se retirèrent pour délibérer.

Cependant l'alarme était au comble dans la capitale. Les habitants, s'attendant à toute minute à voir donner le signal du massacre et du pillage, s'étaient barricadés dans leurs maisons, qui, construites en pierres et garnies de portes épaisses, pouvaient résister aux premières tentatives des assaillants. Néanmoins, des atrocités révoltantes furent commises sur plusieurs points de la ville, triste prélude des malheurs dont les vaincus se sentaient menacés. Le vice-président de la république fut égorgé; le député Florès vit sa demeure saccagée, sa vieille mère foulée aux pieds des sauvages et tuée à coups de crosse, une de ses filles dangereusement blessée au bras par un double coup de feu. Les plus riches négociants étrangers furent attaqués à plusieurs reprises dans leur domicile; mais, grâce aux grillages en fer qui protégeaient leurs fenêtres et à l'épaisseur des portes donnant sur la rue, ils en furent quittes pour la peur.

Les prêtres seuls pouvaient modérer les élans furieux de ces hommes altérés de sang et avides de pillage. Ils parcouraient les rues tenant le crucifix élevé, et suppliant les Indiens, au nom de la Vierge et des saints, d'épargner la vie des habitants et leurs

propriétés. Parmi les étrangers, un seul osa faire tête à l'orage : c'était M. Charles Savage, consul des États-Unis; on vit ce courageux vieillard s'élançant, au milieu d'une grêle de balles, dans les rangs pressés de ces misérables, au moment où ils livraient assaut à la maison d'un négociant, braver les baïonnettes et les poignards, traiter les Indiens de voleurs et de meurtriers, leur imposer par son audace et les disperser par l'effet magique de sa parole. Il ne s'en tint pas à cet acte d'intrépidité : pendant plusieurs heures, il parcourut les groupes les plus menaçants, et partout l'éloquence de ses discours, aussi bien que sa hardiesse, l'emporta sur la cupidité et les appétits sanguinaires des farouches compagnons de Carrera.

Les autorités de Guatemala acquiescèrent à toutes les exigences de Carrera; la peur siégeait à leurs côtés et dicta leur décision. On accorda à cet homme le brevet de colonel, un millier de fusils, et onze mille dollars en argent, dont dix mille pour ses subordonnés et mille pour lui. Certes, la rançon n'était pas considérable, vu la grandeur du danger que couraient les habitants; mais onze mille dollars étaient une somme énorme pour un homme tel que Carrera, et pour des malheureux tels que les bandits qu'il traînait à sa suite. Quant à l'abandon des mille armes à feu, et à la concession du brevet de colonel, on ne peut s'expliquer ces deux actes de folie qu'en les attribuant à un sentiment de terreur poussé jusqu'au délire.

Dans l'après-midi du troisième jour, l'argent fut compté, les fusils délivrés, et Carrera investi du commandement de la province de Mita, district voisin de Guatemala. A la nouvelle du prochain départ du héros de grands chemins, les habitants se livrèrent à une joie immodérée; toutefois, la crainte du pillage ne les quitta point jusqu'à ce que le dernier Indien eût franchi les portes de la ville.

La délivrance de la capitale n'amena point, comme on aurait pu l'espérer, le rapprochement des partis politiques.

Valenzuela fut nommé président; la chambre des représentants reprit sa session interrompue; Barundia, chef de la nouvelle coterie ministérielle, proposa d'abolir tous les décrets émanés de l'ex-gouverneur Galvez; on manquait d'argent, et, comme d'habitude, on eut recours à l'imprudent système des emprunts forcés et des contributions de guerre, ce qui exaspéra les riches.

Au milieu de la confusion et du malaise qui régnaient dans la capitale, on apprit que le département de Quezaltenango s'était déclaré indépendant. Presqu'en même temps, le gouvernement reçut de Carrera une lettre dans laquelle le nouveau colonel menaçait d'aller punir les habitants de Guatemala des propos impertinents qu'ils se permettaient sur son compte. De nouvelles menaces, adressées aux autorités de Guatemala, renouvelèrent les terreurs des habitants, qui se répandirent en foule dans les campagnes, cherchant un refuge contre les agressions de leur farouche ennemi. Carrera s'apercevant de l'effet de ses messages, se fit un jeu cruel de réveiller périodiquement les appréhensions des citoyens de la capitale. Il entretenait avec le gouvernement central une correspondance aussi étrange qu'insolente; c'était tantôt une demande de canons, tantôt un ordre brutalement formulé; un jour il exigeait le licenciement des troupes; un autre jour il annonçait solennellement aux magistrats suprêmes le bonheur singulier qu'il avait eu d'échapper à l'assassinat. En effet, son acolyte Monreal, à qui les fumées de l'ambition avaient troublé le cerveau, se saisit de la personne de son patron, le fit lier à un arbre, et était au moment de le faire fusiller, lorsque le frère de Carrera parut et tua Monreal d'un coup de baïonnette. L'audace et l'outrecuidance du colonel n'avaient fait que s'accroître après cet événement, et tout annonçait qu'il allait enfin mettre à exécution ses menaces contre Guatemala.

Sur ces entrefaites, le général Morazan, président de la république, ar-

riva de San-Salvador, à la tête de cinq cents hommes. Après des pourparlers, dans lesquels l'esprit de faction se manifesta de la manière la plus déplorable, ce général fut investi de pleins pouvoirs pour rendre à la province et à la capitale la sécurité à laquelle aspiraient les bons citoyens. Morazan, voulant éviter l'effusion du sang, chargea le chanoine Castillo et le traître Barundia d'aller négocier avec les soldats de Carrera la remise de leurs armes, les autorisant à offrir jusqu'à quinze dollars pour chaque fusil rendu. Les commissaires trouvèrent Carrera dans une de ses retraites favorites, au milieu des montagnes de Matasquintla, vivant, comme les hordes d'Indiens qui l'entouraient, de galettes de maïs. Barundia avait été accueilli dans le camp de Morazan par les murmures des soldats; son pauvre cheval, partageant la responsabilité de sa faute, était resté pendant trente-six heures sans nourriture; un autre châtiment de sa trahison l'attendait chez son ancien allié. Carrera refusa de se rencontrer avec lui dans un lieu couvert, disant qu'il ne pourrait s'empêcher de le tuer, et que cependant il ne voulait pas plonger sa lance, précieuse offrande d'un ecclésiastique, dans la poitrine d'un Barundia. L'entrevue eut donc lieu en plein air, et sur le sommet d'une montagne. Carrera déclara qu'il ne déposerait les armes qu'après que toutes ses demandes auraient reçu satisfaction; il exigea que la capitulation à laquelle les Indiens étaient soumis fût réduite des deux tiers; quant aux étrangers, contre lesquels il avait manifesté une haine si furieuse, il se borna à stipuler que ceux-là seulement qui n'étaient pas mariés dans le pays seraient expulsés. Dans le cours de la discussion, le chanoine Castillo ayant cherché à justifier le gouvernement de l'accusation d'empoisonnement sur les Indiens, Carrera l'interrompit brusquement en affirmant, avec son audace ordinaire, que le gouvernement lui avait offert à lui-même vingt dollars pour chaque Indien qu'il empoisonnerait. L'entrevue n'alla pas plus

loin, et tout espoir d'accommodement fut dès lors perdu.

Le général Morazan marcha aussitôt sur Matasquintla; mais il apprit en route que les bandes de Carrera avaient quitté leurs montagnes, et s'étaient transportées dans une autre localité, où elles mettaient tout à feu et à sang. Il se dirigea vers l'endroit indiqué; mais, avant que ses troupes pussent atteindre ces brigands, les Indiens avaient déjà regagné leurs montagnes, où, après avoir caché leurs armes, ils se livraient hypocritement aux paisibles travaux de l'agriculture. On apprit que dans cette nouvelle excursion de Carrera, plusieurs sujets anglais, établis à Salama, avaient été particulièrement maltraités par ses troupes.

Dans ces tristes conjonctures, Morazan devint, malgré l'animosité des partis, le seul protecteur vers lequel les hommes de toutes les opinions tournassent leurs regards. Sur l'invitation pressante d'une commission nommée tout exprès, il se décida à reparaître dans Guatemala. Il y fit son entrée, à la tête de deux cents hommes, au bruit des cloches, du canon, et des acclamations du peuple. A peine installé à son poste de président, il fut assailli par les exigences contradictoires des factions. La position était des plus difficiles; mais le général se montra à la hauteur de son rôle, et se conduisit, au milieu de ce conflit d'opinions, avec une droiture et un respect de la légalité qui lui concilièrent l'estime générale. Les centralistes firent des efforts désespérés pour l'attirer à leur parti, mais il refusa constamment les offres perfides et les services hypocrites de ces hommes qu'il avait toujours rencontrés, jusque-là, dans les rangs de ses plus fougueux ennemis.

Cependant, Carrera gagnait du terrain. Il avait mis en déroute plusieurs détachements de troupes fédérales, augmenté son matériel de guerre, et adjoint au noyau primitif de sa petite armée des renforts qui le rendaient plus puissant que jamais. Enfin, on reconnut la nécessité de s'unir pour

anéantir ce bandit. L'assemblée des représentants décréta à l'unanimité: 1^o que le siège du gouvernement serait transféré à l'Antigua; 2^o que le président, en personne ou par délégué, gouvernerait le district, conformément à l'article 176 de la constitution.

Au milieu de cette agitation et de ces alarmes toujours renaissantes, les habitants de Guatemala retrouvèrent assez de sang-froid pour donner un bal des plus brillants au chef de l'État. On raconte que Galvez, dont la vie avait été si sérieusement exposée lors du triomphe de Carrera, dans toute la nuit, sans avoir l'air de songer le moins du monde aux affaires politiques. Les guerres civiles offrent souvent de ces contrastes, qu'on s'expliquerait difficilement si l'on ne savait pas que les peuples les plus sérieux sont sujets, comme les individus, à des élans de folle gaieté au milieu des circonstances les plus graves.

La petite armée de Morazan continuait à poursuivre activement les bandes de Carrera. Elle les dispersait à chaque rencontre, mais ne pouvait parvenir à s'emparer de leur chef. Ces succès ne satisfaisaient point les habitants de Guatemala, qui, livrés de nouveau aux inspirations de l'esprit de parti, et oubliant les services que leur avait rendus Morazan, l'accusaient, dans des écrits incendiaires, de tenir la ville sous le despotisme des baïonnettes, et d'épuiser le pays pour entretenir des troupes oisives. Toutefois, le général Morazan, faisant peu de cas de ces imputations, et considérant que la capitale était, pour le moment, à l'abri de tout danger extérieur, retourna à San-Salvador, laissant le commandement de la ville à Carlos Salazar, et celui de l'armée à Carvallo. Ce dernier débuta par une proclamation qui offrait une récompense de quinze cents dollars à tout citoyen qui lui amènerait Carrera mort ou vif. Mais, tandis qu'à Guatemala on mettait sa tête à prix, Carrera surprenait, l'un après l'autre, les détachements de troupes fédérales, attaquait Amatitan, s'emparait de l'Antigua, et, après avoir dépouillé

cette ville de ses armes et de ses munitions, marchait de nouveau contre la capitale, proclamant à la ronde l'intention où il était de raser toutes les maisons jusqu'au sol, et de tuer tous les habitants de race blanche.

La consternation qui se répandit alors dans la ville ne peut se décrire. On supplia Morazan de revenir en toute hâte; il répondit qu'il allait accourir, mais que la capitale devait se défendre d'abord elle-même et tenir pendant quelques jours. Le danger était trop imminent pour qu'on pût rester sur la défensive. Salazar, à la tête de ces mêmes troupes fédérales dont les services avaient été déclarés inutiles, se mit en marche à deux heures du matin, et, favorisé par un brouillard épais, surprit l'ennemi à Villa-Nueva, lui tua quatre cent cinquante hommes, et le mit en déroute. Carrera lui-même fut grièvement blessé à la cuisse.

Morazan entra dans Guatemala le lendemain de cette victoire. La frayeur du péril et la joie du triomphe avaient opéré une vive réaction en sa faveur. Il était redevenu, aux yeux de tous les partis, l'unique sauveur de la chose publique. D'une commune voix, on lui décerna la dictature.

A ce moment, Guzman, général de Quezaltenango, arriva à la tête de sept cents hommes, et Morazan put dès lors prendre ses dispositions pour cerner et écraser les hordes de bandits qui désolaient encore la province. Même tentative que précédemment, même résultat. Carrera était toujours battu, mais parvenait toujours à s'échapper; ses compagnons étaient dispersés, ses meilleurs soldats pris ou tués, mais lui trouvait toujours moyen de se soustraire aux poursuites de l'ennemi; réfugié sur le sommet d'une montagne, dont la base était entourée d'un cordon de soldats, il se considérait comme insaisissable, et bravait en sécurité les attaques des troupes fédérales. Cependant, dans l'espace de trois mois, chassé de ville en ville, poursuivi de toute part, sans asile et sans espoir, il consentit à conclure avec Guzman un traité par le-

quel il s'engageait à livrer mille fusils et à disperser le reste de ses bandes. Mais, poussant jusqu'au bout les habitudes du sauvage, il n'exécuta qu'une partie du traité. Guzman était, dit-on, de connivence avec lui, ne se doutant pas du sort cruel qui lui était réservé entre les mains de Carrera.

La réaction qui avait porté Morazan à la dictature fut de courte durée, car à peine le président eut-il quitté Guatemala pour retourner à San-Salvador, qu'on s'empressa de l'accuser encore d'intentions despotiques envers ses concitoyens; vaines clameurs qui n'inspiraient au général qu'un sentiment de pitié.

Un événement grave vint compliquer subitement la situation des affaires : l'influence pernicieuse des écrits du marquis d'Aycinena, admirateur hypocrite des institutions des États-Unis, décida les États de Honduras et de Costa-Rica à se déclarer indépendants du gouvernement général. Profitant de ce nouvel embarras, Carrera, dans le mois de mars 1839, se disposa à faire une nouvelle tentative contre Guatemala. Le 20 avril, ses hordes indisciplinées étaient aux portes de la ville. La situation était effrayante : Morazan était loin, l'anarchie régnait dans les régions du pouvoir; les citoyens riches avaient pris la fuite en emportant leurs richesses, les autres s'enfermèrent dans leurs maisons et s'y barricadèrent. La ville était à la merci des Indiens; Carrera y entra à deux heures du matin à la tête de quinze cents hommes. Salazar, commandant de la place, avait abandonné son poste; les brigands avaient donc leurs coudées franches. Pour être juste, il faut dire que le vainqueur fit tout son possible pour maintenir la tranquillité dans la ville, et que, reconnaissant son incapacité, il confia le soin du gouvernement à des gens qui valaient mieux que lui sous le rapport de l'intelligence.

La restauration du parti centraliste fut complète : abolition des lois décrétées par les libéraux, nomination d'une chambre législative dévouée aux

opinions aristocratiques, rétablissement de la législation espagnole, des anciennes cours de justice, et des vieilles dénominations officielles, tout concourut à donner à cette révolution soudaine un caractère sérieux et durable. Quant à Carrera, ne pouvant rester inactif, il marcha sur San-Salvador, dans le but ostensible d'attaquer Morazan. Cette démonstration, loin d'être accueillie avec joie par les centralistes, leur inspira de légitimes appréhensions. En effet, si Carrera était battu, Morazan viendrait immédiatement les punir de leur trahison. Si, au contraire, le nouveau dictateur réussissait dans son entreprise, il était probable que les barbares qui lui obéissaient, exaltés par la victoire, ne voudraient plus reconnaître aucun frein ni aucune autorité. Une circonstance fortuite montra à quel point Carrera était redouté. Sa mère, vieille femme connue pour avoir exercé le métier de revendeuse, vint à mourir. Il était autrefois d'usage, parmi les hautes classes, d'enterrer les morts dans les églises; mais à l'époque du choléra, cette coutume fut abolie, et l'on établit hors de la ville un cimetière dans lequel les familles opulentes possédaient des caveaux particuliers. Carrera déclara que son bon plaisir était que sa mère fût enterrée dans la cathédrale. Que fit le gouvernement? il se chargea lui-même du soin des funérailles, et fit distribuer une immense quantité de billets d'invitation; le convoi fut très-nombreux, et les habitants les plus recommandables accompagnèrent l'ex-revendeuse jusqu'à sa dernière demeure. De semblables démonstrations de dévouement étaient de nature à humaniser le terrible chef des Indiens; mais Carrera n'était pas toujours d'humeur à se laisser faire la cour. Il était sujet à des accès de colère pendant lesquels il ne se possédait plus; on dit même qu'il avait recommandé aux membres du gouvernement de ne pas le contrarier dans ses moments de fureur, et de laisser un libre cours à ses violences. Du reste, pour donner une idée exacte du caractère et du phy-

sique de cet homme, nous croyons ne pouvoir mieux faire que de traduire le récit d'une entrevue accordée en 1839 par Carrera à M. Stephens, envoyé officiel du gouvernement des États-Unis. M. Stephens raconte ainsi cette entrevue :

« Quand j'entrai dans l'appartement, Carrera était assis devant une table et s'occupait à compter des pièces de monnaie. Le colonel Monterosa, métis de couleur foncée, était placé auprès de lui et se faisait remarquer par son brillant uniforme. D'autres personnes se trouvaient aussi dans la salle. Carrera a cinq pieds six pouces anglais de haut, les cheveux courts et noirs, le teint et l'expression de physionomie d'un Indien, le menton sans barbe, et un air de jeunesse qui ne lui ferait pas donner plus de vingt et un ans. Il portait une veste ronde de couleur noire et un pantalon. En m'apercevant, il se leva, poussa les pièces de monnaie au bout de la table, et, sans doute par respect pour mon habit diplomatique, m'accueillit avec courtoisie. Il daigna même m'offrir un siège à ses côtés. Mes premières paroles exprimèrent la surprise que j'éprouvais en le voyant si jeune; il répondit qu'il n'avait que vingt-trois ans; à coup sûr, il n'en avait pas plus de vingt-cinq. Puis, comme s'il se croyait un homme extraordinaire, et comme si je le connaissais déjà, il me dit, sans attendre la moindre question à cet égard, qu'il avait commencé avec treize hommes, armés de vieux fusils dont ils étaient obligés d'enflammer l'amorce avec des cigares; il m'apprit, avec un orgueil visible, qu'il portait les cicatrices de huit blessures, et qu'il avait encore trois balles dans le corps. On n'aurait certes pas reconnu en lui l'homme qui, moins de deux ans auparavant, était entré dans Guatemala à la tête d'une horde de sauvages, et proferant des menaces de mort contre les étrangers. Son opinion sur les hommes des autres pays s'était surtout modifiée; exemple frappant de ce que peut, contre les préjugés de race ou les antipathies de personnes, la fréquenta-

tion des gens qui en sont l'objet. Il avait vu et apprécié par lui-même plusieurs étrangers; l'un d'eux, médecin anglais, avait eu le bonheur d'extraire une balle de sa poitrine; ses rapports avec eux lui avaient laissé une impression si favorable, que ses sentiments à leur égard étaient complètement changés. Il disait qu'ils étaient les seuls qui ne l'eussent jamais trompé. Entre autres choses encore plus extraordinaires, au milieu de sa vie si agitée, il avait appris à écrire son nom, et mis sa griffe de côté. Je lui dis qu'il avait une longue carrière devant lui, et qu'il pouvait faire beaucoup de bien à son pays. Aussitôt il mit la main sur son cœur, et s'écria avec véhémence qu'il était résolu à sacrifier ses jours, s'il le fallait, pour sa patrie. Malgré ses fautes et ses crimes, personne ne l'accuse de duplicité, ni de dire ce qu'il ne pense pas. J'ajoute que Carrera se croit un bon et sincère patriote. Considérant qu'il était destiné à exercer une influence sans limites sur les affaires de l'Amérique centrale, et espérant que la perspective d'une réputation honorable pourrait modifier son caractère, je lui dis que son nom avait déjà retenti dans mon pays, et que j'avais lu dans les journaux un récit de sa dernière entrée dans Guatemala, avec force louanges sur sa modération et les efforts qu'il avait faits pour prévenir d'inutiles atrocités. Il répondit qu'il était charmé que son nom fût connu à l'étranger; que, du reste, il n'était ni un voleur ni un meurtrier, comme l'affirmaient ses ennemis. Il me parut intelligent et susceptible d'amélioration morale; je lui conseillai de voyager et de visiter de préférence mon pays. Je m'aperçus qu'il avait une idée très-vague de la situation géographique des États-Unis; il ne les connaissait que sous le nom général de *El-Norte* (le Nord); il s'informa de la distance et des moyens de communication, disant qu'une fois la guerre terminée, il tâcherait de faire une visite à *El-Norte*. Je remarquai, toutefois, que ses deux idées

fixés étaient la guerre et sa haine contre Morazan; au fait, il ne connaissait pas autre chose. Il avait des manières et un langage enfantins, mais empreints de gravité; il ne souriait jamais, et ne faisait point parade de sa puissance, bien qu'il parlât toujours à la première personne, et qu'il se complût à dire ce qu'il avait fait et ce qu'il comptait faire. Un de ses familiers, pour lui faire sa cour, chercha un papier portant sa signature, afin de me montrer un spécimen de son écriture; mais il ne put parvenir à le trouver. En somme, mon entrevue avec Carrera fut plus intéressante que je ne l'avais espéré; je ne pus me défendre d'une certaine émotion mêlée d'un sentiment quelque peu charitable en présence de cet homme si jeune, d'origine si humble, ayant peut-être de bons instincts, mais ignorant, fanatique, sanguinaire, esclave de ses passions, et néanmoins devenu la personnification de la force matérielle de son pays. En le quittant, il m'accompagna jusqu'à la porte, et, en présence de ses ignobles soldats, m'offrit cordialement ses services. A cette époque, ainsi que je l'appris plus tard, il se plaisait à répéter qu'il n'était qu'un simple brigadier général soumis aux ordres du gouvernement. Il ne touchait aucun traitement fixe pour son entretien ni pour celui de ses troupes; il n'aimait pas à tenir des comptes, et demandait de l'argent quand il en avait besoin. Avec ce système, il n'exigea pas plus en huit mois de temps que Morazan en deux mois. En réalité, il n'avait pas besoin d'argent pour lui-même, et quant aux Indiens, il les payait fort peu, par politique, ce qui faisait le meilleur effet parmi l'aristocratie, sur qui retombait tout le fardeau des contributions. On apprendra peut-être avec satisfaction que ce chef redoutable subit une domination à laquelle les hommes débonnaires se plient volontiers; sa femme l'accompagne à cheval dans toutes ses expéditions, et exerce sur lui une grande influence; j'ai ouï dire que le chef de l'État se préoccupe sé-

rieusement de ses querelles de ménage.»

Il s'en fallait de beaucoup que la contre-révolution, opérée au profit des idées rétrogradées, eût rendu la tranquillité à la malheureuse province de Guatemala. Les plaies que lui avait faites la guerre civile étaient encore saignantes, quand le nouveau dictateur reparut sur les champs de bataille. Le lecteur se rappelle le traité conclu entre Carrera et Guzman, général de l'État de Los Altos, traité par lequel le chef des Indiens s'était engagé à rendre un certain nombre de fusils. Depuis cette époque, les habitants de Guatemala s'étaient votés corps et âme à la cause de Carrera; comme la défiance qui avait longtemps existé contre lui s'était complètement dissipée, ils demandèrent qu'on lui restituât les armes qu'il avait livrées à Guzman. Le gouvernement de Los Altos refusa. Cette province était alors le foyer des doctrines libérales, et Quezaltenango, sa capitale, était l'asile des patriotes bannis de Guatemala. Craignant ou feignant de craindre une agression de la part des libéraux, et mettant en avant le commode prétexte de la restitution des fusils, Carrera marcha contre Quezaltenango avec douze cents hommes. Les Indiens, croyant qu'il venait exterminer les blancs, lui prêtèrent assistance. Les troupes de Guzman abandonnèrent leur chef, qui fut fait prisonnier de la propre main de Carrera, au moment où, malade et embarrassé dans les plis d'un manteau, il cherchait à traverser à cheval un profond ravin. Le vainqueur s'empressa d'envoyer à Guatemala l'uniforme de Guzman comme un témoignage matériel de sa prouesse. Puis, s'acheminant sur la capitale, il destitua le chef de la province, changea la garnison, et annexa l'État de Los Altos à la confédération. Carrera fut reçu triomphalement à Guatemala; il y entra au bruit du canon et de la musique, sous une volée de feuillages, ornée de drapeaux, au milieu d'acclamations enthousiastes. L'infortuné Guzman, l'ancien gouverneur de province, l'ancien ministre,

le général victorieux qui, un an auparavant, était accouru aux cris de détresse de ces mêmes habitants pour les soustraire aux fureurs de ce même Carrera, marchait captif derrière son vainqueur, les pieds liés sous sa mule, le visage si meurtri, si lacéré par les coups de pierres et de massue, que ses anciens amis eux-mêmes avaient peine à le reconnaître. Le malheureux, au milieu des événements dont nous allons parler, recouvra sa liberté; mais il avait subi de si cruels traitements, il avait éprouvé une si horrible agonie morale, qu'il était complètement fou quand il sortit de prison.

A partir de la victoire de Carrera sur Guzman, la capitale ne jouit que d'une tranquillité fiévreuse, par suite des craintes qu'inspiraient les intentions de Morazan. Le 14 mars, on apprit que ce chef libéral avait traversé le Rio Paz, et s'avancé contre Guatemala. En effet, le 18, Morazan, profitant de l'absence de Carrera, qui était allé à sa rencontre, entra brusquement dans la ville. Mais ce fut un succès passager: Carrera revint sur ses pas, et alors un combat des plus sanglants eut lieu dans les rues et sur les hauteurs voisines. Les deux chefs se rencontrèrent dans la mêlée, et Carrera se plaisait, quelques jours après, à raconter à M. Stephens, qu'après avoir essuyé le feu du pistolet de Morazan, il avait coupé en deux, d'un coup de sabre, le pommeau de la selle de son adversaire. La victoire resta aux centralistes. Morazan, après avoir perdu ses meilleurs officiers, quatre cents soldats et tous ses bagages, fut réduit à prendre la fuite, poursuivi, l'épée dans les reins, par les troupes de Carrera. Des flots de sang inondèrent les places publiques et les rues de Guatemala, et le carnage ne cessa que lorsqu'on s'aperçut que la poudre manquait. Mais alors commença le massacre des prisonniers; une foule de malheureux furent saisis dans les asiles où ils s'étaient réfugiés, et immédiatement égorgés. Le colonel Arias, qui était resté sur le pavé, grièvement blessé à l'œil, fut tué à coups

de baïonnette. Pérez subit le même sort. Marescal, qui s'était caché dans la cathédrale, en fut arraché, et expira sous le couteau de ses ennemis. Padilla, trouvé parmi les blessés, au moment où il suppliait un centraliste, qu'il connaissait, de le sauver, fut achevé à coups de sabre. Les fugitifs étaient amenés sur la grande place deux par deux, trois par trois, et même dix par dix. Carrera désignait les victimes; et les prisonniers qu'il avait dévoués à la mort par un seul signe de son doigt étaient exécutés sur-le-champ à quelques pas de lui. Le major José Viera fut enlevé des bras de ses amis, qui l'avaient accueilli dans leur maison, et conduit au supplice par ordre du sanguinaire dictateur. Au milieu de cette effroyable boucherie, on vit un humble prêtre exposer ses jours pour sauver les captifs qui n'avaient pas encore été immolés. « Ils sont chrétiens comme nous, » s'écria-t-il en se précipitant aux genoux de Carrera, et ses prières arrachèrent au farouche vainqueur un pardon qu'au fond du cœur il regrettait peut-être.

Carrera s'acharna à la poursuite de Morazan. Apprenant que les habitants de Quezaltenango s'étaient insurgés en faveur de son ennemi, il se détournait de son chemin, se rendit en toute hâte dans cette ville, et, pour la punir de son dévouement à la cause libérale, fit mettre à mort, sans aucune forme de procès, dix-huit de ses officiers municipaux.

Pendant que ceci se passait, un corps d'armée centraliste, sous les ordres du général Figoroa, prenait possession, sans coup férir, de la ville de San-Salvador. Mais Morazan, de retour avec quelques centaines d'hommes de sa désastreuse entreprise, parvint facilement à expulser de la place les centralistes triomphants. Ce fut là le dernier exploit de ce général. Abandonné de la plupart de ses soldats, il se rendit, avec quelques hommes qui lui étaient restés fidèles, à la ville de Zonzonate, dont la population, jadis dévouée à sa fortune quand il était